



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 19/12/2024

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SECANIM CENTRE
L'Ajonc
49490 NOYANT-VILLAGES

Références : 2024_12_04_RapportInspection_SECANIM AUVERSE LA

Code AIOT : 0054900074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4/12/2024 dans l'établissement SECANIM CENTRE implanté L'Ajonc - 49490 NOYANT-VILLAGES. L'inspection a été annoncée le 26/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite dans le cadre de la programmation pluriannuelle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECANIM CENTRE
- L'Ajonc - 49490 NOYANT-VILLAGES
- Code AIOT : 0054900074
- Régime : Autorisation

Le site SECANIM d'Auverse est un centre de collecte et d'entreposage avant transfert vers l'usine d'équarrissage de BENET (85).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L171-7 et L171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/05/2013, article 1	Sans objet
2	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17-I	Sans objet
3	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17-II	Sans objet
4	Produits incompatibles - rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17-II	Sans objet
5	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14	Sans objet
6	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 4/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité relative aux points contrôlés n'a été relevée le jour du contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2013, article 1
Thème(s) : Autre, Capacité du site
Prescription contrôlée : L'article 1 de l'arrêté préfectoral D3-99 n° 1026 du 19 juillet 1999, autorisant la SA SARIA INDUSTRIE à exploiter à AUVERSE au lieu-dit "L'Ajonc", un centre de collecte de produits et sous-produits d'origine animale (dépôt de chairs, cadavres et peaux) est ainsi rédigé : « La société SIFDDA CENTRE, dont le siège social est situé route de Niort à BENET (85490) est autorisée, sous réserve du droit des tiers, à exploiter à AUVERSE, au lieu-dit "L'Ajonc", un centre de collecte de produits et sous produits d'origine animale (dépôt de chairs, cadavres et peaux).

<p>Cette activité relève des rubriques suivantes de la nomenclature :</p> <p>2731 : Dépôt de chairs, cadavres, débris ou issues d'origine animale. La quantité susceptible d'être présente sur le site étant supérieure à 500 kg.</p> <p>Quantité stockée : 10 000 tonnes /an</p> <p>Capacité journalière maximale : 40 tonnes /jour</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2023 : 6 824,42 tonnes de matières ont transité par le site d'Auverse.</p> <p>Entre janvier 2024 et le 31/10/2024, ce sont 5 343,52 tonnes qui sont passées par cette plate-forme.</p> <p>Ces quantités représentent environ 20 tonnes par jour. Le site est autorisé à en faire transiter 40 par jour.</p> <p>Il s'agit essentiellement de matières de catégories 1 et 2. Le site dispose d'un service d'enlèvement de cadavres d'équins.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Dimensionnement des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17- I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Le bâtiment de massification est construit sur une rétention de 15 000 litres. Celle-ci est suffisante pour le volume à récupérer.</p> <p>Le site d'Auverse dispose d'une cuve à carburant qui est équipée d'une double paroi.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué pour l'année 2023 devra être transmise à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17 – II</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne sont rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bâtiment de massification est construit sur une rétention de 15 000 litres. La rétention récupère les écoulements éventuels ainsi que les eaux de lavage bennes des véhicules.</p> <p>Les liquides contenus dans cette rétention sont pompés 1 fois par mois et sont transférés en camion citerne, pour traitement, sur le site de BENET.</p> <p>Le site d'Auverse dispose d'une cuve à carburant qui est équipée d'une double paroi.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17 - II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Très peu de produits chimiques sont utilisés sur le site. Il ne s'agit que de produits de nettoyage et désinfection. Les fiches des produits SAR CLEAN et SAR WASH NEUTRE ont été transmis par l'exploitant. Ces produits sont compatibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.
Constats : Le réseau de collecte est de type séparatif. Les eaux d'égoutture sont isolées et récoltées dans la rétention située sous le bâtiment. Les eaux des toitures sont collectées et envoyées directement au fossé longeant le site. Les eaux des voies de circulation sont collectées et envoyées au fossé après passage dans un débourbeur déshuileur. Celui-ci vient d'être changé au moment de la visite. Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, seraient collectées et envoyées par gravité dans la rétention située sous le bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre des stocks de produits d'entretien. Les matières entrantes font toutes l'objet d'une pesée à l'entrée et à la sortie du site. Les bennes stockées dans les bâtiments sont vides le soir. Les transferts vers BENET sont réalisés dans la journée. L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité pour les produits utilisés sur le site. Ces documents sont facilement accessibles sur site.
Type de suites proposées : Sans suite